



Le Sommet UE-Afrique de Bruxelles, une chance manquée pour un partenariat plus fort



Des représentants de 54 pays africains et de 28 Etats européens se sont rencontrés à Bruxelles les 2 et 3 avril pour le 4^e Sommet UE-Afrique. La réunion avait un ordre du jour très large sous le titre “Investir dans les personnes, la prospérité et la paix”.

En 2007 au moment du 2nd Sommet UE-Afrique à Lisbonne, l’UE et l’Afrique ont redéfini leur partenariat en passant d’une stratégie *pour* l’Afrique à un partenariat stratégique *avec* l’Afrique. La stratégie commune Afrique-UE (JAES) adoptée à ce moment était prévue comme cadre de politique pour opérer le changement dans le partenariat.

L’UE voulait passer de donateur à partenaire commercial, selon sa ‘théorie’ *commerce et investissement étranger effectueront le développement que l’aide n’est pas parvenue à faire en Afrique*. Aujourd’hui, après sept ans, l’attitude de l’Europe n’a pas beaucoup changé et l’enthousiasme politique de Lisbonne s’est desséché.

Au cours des dernières années, les deux continents ont expérimenté de profondes transformations. En UE la forte crise économique et le désenchantement politique sont à l’origine d’un sentiment d’insécurité chez les citoyens. L’Europe qui était le principal partenaire commercial de l’Afrique est remplacée par les BRICS. Cependant l’Europe a besoin des matières premières africaines. Serait-ce la raison pour laquelle l’UE insiste tellement pour finaliser les Accords de partenariat économique (APE) malgré le faible pourcentage que le commerce africain représente pour l’UE ? Ou est-ce que 2014 est une année d’élections européennes et donc la fin de cette Commission et qu’elle veut terminer les négociations commencées il y a plus de 10 ans ? En prenant spécialement en compte qu’à ce moment, l’attention de l’UE est dirigée vers l’accord commercial en cours de négociations avec les Etats-Unis. D’autre part, l’Afrique est en train de vivre un moment d’euphorie avec une croissance économique positive depuis 1995. Même si cette croissance ne s’est pas répandue sur la majorité de la population, elle donne espoir pour un meilleur avenir et elle maintient le rêve d’une possible transformation socio-économique de l’Afrique. Les nombreuses ressources naturelles du continent sont convoitées par de nombreux pays. En dépit du fait que l’Afrique souffre de pauvreté, de chômage et d’insécurité, le continent devient une opportunité pour des investisseurs car il offre des ‘returns’ élevés, et le continent a maintenant plus de partenaires commerciaux que l’UE. Tout ceci peut expliquer pourquoi les pays et régions d’Afrique ne sont pas tellement attirés à signer les APE avec l’UE, spécialement lorsqu’ils considèrent que beaucoup de leurs demandes n’ont pas été entendues. De plus, les APE n’aideront pas l’intégration des régions, alors qu’aujourd’hui la priorité de l’Afrique est la création d’un marché commun africain d’ici 2017. Bien que l’Afrique ait souhaité inclure les APE dans l’ordre du jour, l’UE a refusé.

L’UE est le plus grand importateur de biens manufacturés d’Afrique et le plus important donateur pour l’Afrique. Cependant les relations UE-Afrique sont toujours déséquilibrées. Alors que l’Afrique veut un partenariat entre égaux, basé sur le respect mutuel et l’égalité, les politiques européennes vis-à-vis de l’Afrique sont injustes, spécialement pour le commerce, la fiscalité et l’agriculture.

1.1. Vers un changement dans le contexte géopolitique entre l'Afrique et l'Europe

Ces réalités signifient le commencement d'un changement dans le contexte géopolitique. Tandis que l'Afrique est en train de progresser, l'Europe est en crise. L'Afrique a les minerais et les ressources dont l'Europe a besoin. La croissance de la classe moyenne africaine signifie une opportunité pour les entreprises européennes, si elles prennent soin non seulement de leurs bénéficiaires mais du développement de l'Afrique. Le nombre de jeunes dans la population est un atout pour l'Afrique.

Jusqu'à présent, l'Afrique a été le chaînon faible dans les relations entre les deux continents. Mais si tous les pays africains voulaient se réunir, parler d'une seule voix et prendre une position plus forte, ils pourraient renégocier un nouveau partenariat avec l'Europe dans des termes beaucoup plus favorables au continent. Ceci obligera l'Europe à prendre conscience que l'Afrique a changé et que l'UE doit être plus attentive au développement du continent, et le résultat ne sera pas l'abandon de l'Afrique par l'Europe, mais une relation plus équilibrée entre les deux continents.

Au 4^e Sommet UE-Afrique à Bruxelles, tant l'Afrique que l'Europe ont manqué la chance de renforcer ce partenariat.

1.2. Difficulté de changer les vieilles attitudes dans la relation

L'Afrique et l'Europe s'accrochent à leurs 'vieilles attitudes' et ont des difficultés à adopter leurs nouveaux rôles. L'Europe tient à sa position en tant que donateur et le leadership de l'UE ne semble pas réaliser que la situation a changé et qu'il faut s'éloigner du paternalisme et de l'humanitarisme, pas seulement en paroles mais principalement en actes. L'UE a besoin d'écouter davantage et d'accorder de l'attention aux demandes qui favoriseraient le développement intégral du continent africain, parce que la prospérité et la sécurité de l'Afrique sont dans l'intérêt de l'Europe. Du côté africain, les pays ne parlent pas d'une seule voix et ils ont des difficultés à se rassembler et à chercher l'intérêt de la population du continent. Souvent ils sont gagnés par des promesses d'aide. L'UE joue le *jeu de la carotte*, en continuant son attitude de *donateur* et, lorsqu'elle est confrontée à des difficultés, souvent la seule solution trouvée est d'offrir davantage d'aide. Un exemple est l'offre unilatérale de 28 milliards d'euros de la Commission Européenne à l'Afrique pour la période de 2014 à 2020, pour le financement du plan d'action de JAES. Sur la question de la sécurité et la prospérité communes, l'Europe a besoin de s'éloigner du paternalisme et de l'humanitarisme alors que les états africains doivent cesser d'utiliser le passé coupable de l'Europe comme levier.

Le bien-être de l'Afrique et de l'Europe est important pour les deux continents. La sous-performance économique de l'Europe nuit à l'Afrique car elle résulte en moins de commerce, de tourisme et d'allocations de la diaspora. De l'autre côté, la pauvreté et le chômage en Afrique nuisent à l'Europe, car ils signifient insécurité, danger de conflit, migrants en Europe, et l'accroissement de l'aide au développement et de l'aide pour la sécurité. La prospérité et le développement, pour être durables, doivent atteindre les deux continents. La jeunesse de l'Afrique pourrait être une opportunité pour les deux continents, si la jeunesse était qualifiée.

Les deux côtés disent qu'ils veulent un partenariat d'égaux, mais en ce moment l'égalité n'est pas une réalité, ni dans la sphère économique, ni dans la sphère politique.

1.3. Le partenariat UE-Afrique

Actuellement les relations entre l'Afrique et l'UE sont tendues à cause des divergences sérieuses sur le commerce (APE), la justice internationale, la gouvernance et la coopération culturelle. L'atmosphère politique du Sommet n'était pas bonne. La décision unilatérale de l'UE d'inviter certains chefs d'état et d'en exclure d'autres a causé un problème supplémentaire, si bien qu'il y a eu une discussion à l'Union Africaine à propos de suspendre le sommet.

Malgré le désir d'un changement dans le partenariat exprimé par Angela Merkel et par le Président du Conseil européen, Van Rompuy, comme un 'glissement de la coopération au développement vers un partenariat d'égaux où le commerce et l'investissement joueraient un rôle essentiel', les deux voient le

changement principalement comme la mise en valeur du commerce et de l'investissement, cependant il faut beaucoup plus pour opérer le changement.

À niveau des décisions, rien de nouveau n'a été planifié, le document final manque d'un message politique fort de la part des deux côtés, et le sommet a manqué l'opportunité de faire des accords sur le commerce, l'agriculture et le changement climatique. Le sommet a adopté une feuille de route pour les relations UE-Afrique pour 2014-2017, en couvrant 5 domaines prioritaires pour l'action commune : paix et sécurité ; démocratie, bonne gouvernance et droits humains ; développement humain ; développement durable et inclusif et croissance et intégration continentale ; et questions globales et émergentes. L'UE a évité un dialogue politique dont on avait grand besoin sur la refondation du partenariat entre égaux et elle continue à se comporter comme un donateur offrant la carotte de la dépendance vis-à-vis de l'aide. Le sommet de Bruxelles a été décevant.

La [Déclaration](#) sans cadre temporel clair se focalise sur les principales questions politiques, économiques et sociales qui affectent les relations continues entre l'UE et l'Afrique, et elle est surtout une série de vœux pieux.

Le Sommet a raté la chance de traiter des questions telles que le maintien de la croissance en Afrique ; le rôle du continent dans l'arène internationale ; l'intégration du marché en Afrique ; les conflits nationaux et régionaux ; les conséquences du printemps arabe ; la démocratie ; le régime de la loi ; la gouvernance ; et les droits humains en Afrique.

Deux questions semblent avoir occupé tout l'ordre du jour : la crise en République Centrafricaine et le commerce.

Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, qui assistait à la réunion, a averti que 19.000 Musulmans "étaient affrontés au massacre" en RCA et il a promis de faire "tout le possible" pour améliorer la réponse internationale à la crise. L'Union Européenne a annoncé des plans pour envoyer 1.000 soldats de différents pays d'UE d'ici mai 2014. Mais l'UE a décidé de ne pas envoyer son 'bataillon' permanent de réponse rapide en République Centrafricaine. Certains états membres voient la République Centrafricaine comme très éloignée, et comme un problème interne d'un pays africain, tandis que d'autres ne souhaitent pas répondre à la demande française. Le résultat est que le plan opérationnel de la mission de l'UER approuvé le 17 mars ne sera pas déployé avant mai.

Pour l'UE, le commerce était l'agenda caché du sommet, puisqu'elle a refusé de mettre les APE à l'ordre du jour. L'Europe veut mettre fin à la dépendance de l'Afrique par rapport à l'aide financée par les états européens, et elle veut renforcer les relations commerciales. Pour les pays africains, les accords de partenariat économique (APE) entre l'Europe et divers blocs africains sont aussi importants, mais pas comme l'UE les veut après plus de 10 ans de négociations. Les APE vont redéfinir la relation commerciale de l'Afrique avec l'Europe et ce sont des cas clairs de déséquilibre de pouvoir, car ils risquent de mettre en danger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des pauvres et des agriculteurs dans des pays africains, et ils sont un fil vers l'industrialisation du continent. Même si, dans la stratégie commune Afrique-Europe (JAES), l'importance de la mise en valeur de l'unité du continent africain est reconnue, les APE continuent cependant à favoriser une approche fragmentée.

Le manque de cohérence de la politique de l'UE fait tort à l'Afrique. Alors que l'UE soutient le développement et des projets humanitaires dans beaucoup de pays africains, certaines politiques de l'UE, surtout pour le commerce, font tort à ces mêmes pays. La date limite imposée par l'UE pour signer les APE (octobre 2014) met les pays africains sous pression sans qu'ils sachent encore comment la libéralisation accrue du commerce va promouvoir le développement.

1.4. La déclaration finale du Sommet

La déclaration finale du sommet a trois titres : paix et sécurité ; prospérité ; personnes.

Paix et sécurité sont vues comme essentielles pour le développement et la prospérité. Ils se sont engagés au dialogue politique sur la justice criminelle internationale et pour assurer la paix et la stabilité en Afrique ; pour combattre le terrorisme international et pour combattre la dispersion des armes légères et de petit

calibre. Le soutien économique de l'UE pour la coopération à la sécurité (autour de €325 millions par an) est garanti jusqu'en 2020 pour répondre à des crises et pour soutenir les efforts de la sécurité africaine.

Prospérité. Engagements à créer des emplois et stimuler la croissance à long-terme sur les deux continents; à coopérer dans la politique maritime ; à soutenir les pays africains dans leur résilience au climat et leurs émissions faibles ; à assurer une gestion prudente et transparente des ressources naturelles respectives, et une recherche responsable de minéraux ; à encourager de plus grands investissements et le développement économique ; à développer le transport, l'accès à l'eau potable et à une énergie durable et d'un prix accessible.

Personnes. Soutenir les droits humains dans les deux continents; renforcer les efforts en vue d'atteindre les Objectifs de développement du millénaire d'ici 2015; poursuivre des politiques pour promouvoir la création d'emplois ; promouvoir les échanges d'étudiants ; s'occuper de l'impact social et humain de la migration irrégulière ; gérer les flux migratoires ; lutter contre la traite des humains et assurer le respect des droits humains pour tous les migrants. Le Sommet a aussi adopté séparément une déclaration sur la migration et la mobilité.

Pour en savoir plus (lien vers la stratégie commune Afrique-Europe [JAES])

La stratégie commune Afrique-Europe (JAES)

Sommet parlementaire des parlementaires européens et du parlement panafricain.

Begoña Iñarra

Secrétaire exécutive d'AEFJN